

04 Février 2009

La Garde : la grève grossit à la fac

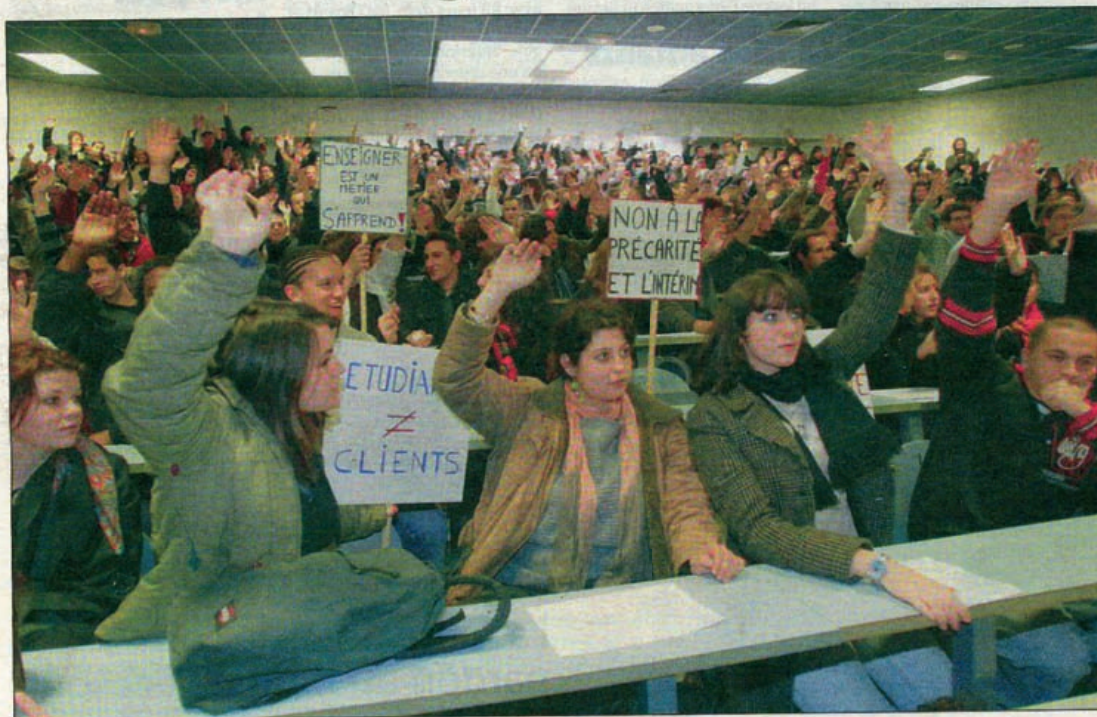


Illustration: Arnaud Chamaillard

LE BILLET DE
Philippine Bouvard



■ Derrière les enseignants-chercheurs et personnels déjà mobilisés, professeurs et étudiants de l'université du Sud Toulon-Var ont voté hier une reconduction de la grève pour 24 heures.

PAGE 4

04 février 2009

var infos

www.varmatin.com - mercredi 4 février 2009 - page 4

■ université

La Garde : la grève prend de l'ampleur

Blocage ou pas blocage? Après de longs, très longs débats, il a finalement été décidé de ne pas filtrer l'accès à l'Université du Sud Toulon-Var (USTV). Laroussi Oueslati doit être soulagé : le président souhaitait l'éviter. Mais l'entrée du bâtiment V, abritant l'administration... et la direction, sera bien barrée par les manifestants tôt ce matin.

Tous derrière les enseignants-chercheurs

Réunis hier en assemblée générale, enseignants-chercheurs, professeurs, étudiants ou personnels de la fac ont voté la grève à une large majorité. Environ 250 personnes (sur 350) ont validé la suspension des cours. Et ce, jusqu'à une nouvelle AG, ce midi dans l'amphi 400 (1).

Pour l'instant, environ 10 % des enseignants ont d'ores et déjà stoppé le travail. Mais de plus en plus de jeunes - alors qu'il n'était qu'une poignée hier - se joignent à la mobilisation. « Nous portons désormais le mouvement », claiment leurs leaders.

Après les réunions qui avaient animé la journée de lundi, les grévistes sont donc passés « à l'ac-



La grève oui, le blocage non : l'université du Sud Toulon-Var est le théâtre d'un mouvement de grogne généralisé derrière la réforme des enseignants-chercheurs, dont les rangs ne cessent de grossir

(Photo André Dupeyroux)

tion ». Détails des revendications, nature de la mobilisation, constitution d'une délégation pour rejoindre la coordination nationale à Paris : pendant trois heures, les prises de paroles se sont succédé pour amplifier une grogne qui n'en

finait plus de couvrir. Au cœur des préoccupations : la loi LRU sur l'autonomie des universités - « la privatisation des facs » - ou encore la réforme sur la formation des enseignants du primaire et du secondaire. Leur retrait est exigé.

Mais c'est bien la modification du décret de 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs qui a mis le feu aux poudres. Nombre d'entre eux refusent « la hausse des heures d'enseignement » et « l'atteinte » à leur indépendance.

Ils peuvent désormais compter sur l'appui des étudiants.

Le président parle d'une réforme « inacceptable »

Invité à s'exprimer en AG, Laroussi Oueslati a expliqué que « la LRU n'est pas (mon) choix », tout en soulignant le caractère « légitime » des inquiétudes. « Mais je compte me battre pour plus de moyens financiers et humains ». Et de « dénoncer avec force les atteintes portées aux universités de taille humaine et de proximité », ainsi que... « la réforme inacceptable du statut des enseignants-chercheurs ». Voilà qui est dit.

Hier après-midi, le conseil d'administration a aussi adopté à l'unanimité une motion exigeant, entre autres, « le rétablissement des postes supprimés à l'USTV et l'adoption d'un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires ». C'est donc bien une sorte d'union inédite entre l'exécutif et la « base » qui se dessine, même si les revendications et modes d'actions diffèrent. La colère, elle, est unanime.

MA. D.

1. Une AG aura également lieu à la fac de droit, à 10 heures à Toulon, pour les personnels